

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 21 SEPTEMBRE
N°260 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

SUÈDE

Echec électoral des
sociaux démocrates

LIRE EN PAGE 7

LA PREPARATION DU PLAN D'AUSTERITE

Nous connaissons demain, après le Conseil des Ministres, le contenu exact du plan Barre. Mais si les détails de ce plan ne nous sont pas encore connus, nous sommes fixés sur l'essentiel, le plan Barre est un plan d'austérité destiné à faire payer la crise aux travailleurs. Ce qui sera annoncé demain avec beaucoup de démagogie, c'est l'augmentation des impôts : le relèvement des cotisations de la Sécurité Sociale assorti du non remboursement de nombreux médicaments ; une «modération» des augmentations de salaires, c'est-à-dire une diminution du pouvoir d'achat. Ce qui ne sera pas dit ce sont les futures augmentations de tarifs publics, l'augmentation du chômage, les licenciements.

Mais contre cela, que font les directions

syndicales, et les partis dits de gauche. Ils parlent de riposte immédiate, de front commun mais ne prennent aucune initiative capable de faire reculer le pouvoir. Au contraire, l'attention des politiciens de gauche est portée sur les élections, leurs querelles l'attendent. Leur principale préoccupation c'est de préparer les élections dans de bonnes conditions, c'est-à-dire sans grandes luttes pour ne pas effrayer l'électorat des couches moyennes. Ils favorisent ainsi les mesures d'austérité du gouvernement.

C'est donc contre les états-majors syndicaux qu'il faut préparer la riposte au plan Barre, en construisant l'unité de ceux qui en feront les frais : les ouvriers et les petits paysans en premier lieu, et en intensifiant les luttes.

EUROPE

Signature de l'accord sur
l'élection au suffrage universel
du Parlement européen

GRAVE MENACE CONTRE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Les ministres des Affaires Étrangères des neuf pays de la communauté européenne de-

vaient signer hier à Bruxelles l'accord sur les élections des membres du Parlement Européen au suffrage universel direct, en présence du président du Parlement Européen.

Au dernier sommet, à Rome, les chefs d'État des Neuf n'avaient pu se mettre d'accord sur les modalités de l'élection. Giscard avait proposé d'en rester à la répartition antérieure et de laisser à chaque pays la liberté de choix quant au mode de scrutin.

Cette proposition parfaitement inapplicable, n'était destinée qu'à masquer l'échec de ce sommet.

Depuis, les tractations se sont poursuivies, et les Neuf se sont mis d'accord sur le nombre de parlementaires que comportera le Parlement élu et les principales modalités de l'élection.

Sécurité Sociale

- LE GOUVERNEMENT DÉCIDÉ À RELEVER LES COTISATIONS
- 400 MÉDICAMENTS NE SERONT PLUS REMBOURSÉS

LES TROIS CONTREVÉRITÉS DE M. BEULLAC

L'ensemble des mesures concernant la Sécurité Sociale contenues dans le plan d'austérité devrait, de façon à peu près certaine, comporter les dispositions suivantes.

Premièrement, une hausse des cotisations, qui de surcroît, laisserait intact le plafonnement pour faire plaisir aux cadres. Le taux global de prélèvement passerait de 16,95 % à 19 %. L'année 76 aura donc vu les cotisations de Sécurité Sociale augmenter deux fois de suite : au début de l'année et à l'automne et ce, après neuf ans de stabilité (la hausse précédente datait des ordonnances de 1967). Une fois de plus, le pouvoir choisit de frapper les travailleurs et d'épargner les cadres : pour faire passer cette mesure, une opération démagogique est prévue :

une sur-cotisation toucherait malgré tout les hauts revenus.

Deuxièmement, une limitation du nombre de médicaments remboursables est prévue, laissant à la charge des budgets familiaux des dépenses supplémentaires. 400 médicaments ne seraient plus remboursés ; entre autres les laxatifs. Enfin, l'état accroîtrait sa participation au financement de la S.S. Il faut rappeler que de tous les États européens, il est celui qui finance le plus faiblement les assurances sociales (11 %). Il remboursera ses propres dettes à la S.S. (qu'il a contractées en tant qu'employeur) soit environ sept cents millions de francs. Le paiement des cotisations patronales à l'URSAF, serait accéléré.

Suite p.2

Grenoble : Après le «vol» des plans ORSEC, la police perquisitionne une agence photo

Voir p.2

C.E.A. : L'ACTION SE DEVELOPPE



- LA HAGUE : LA LUTTE CONTINUE MALGRÉ L'ÉVACUATION DES GRÉVISTES PAR LES FLICS
- MIRAMAS : LES TRAVAILLEURS DÉCIDENT LA GRÈVE
- MARCOULE : GRÈVE POUR 48 H
- PIERRELATTE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AUJOURD'HUI POUR DÉCIDER LA GRÈVE

Voir p.5

suite p.3

IMRO : DERNIÈRE MINUTE

Six travailleurs de l'IMRO et le secrétaire de la 22ème section CGT du livre de Rouen viennent d'être exclus de la CGT aujourd'hui. Motif officiel invoqué par les révisionnistes qui contrôlent la FFTL : «Fractionisme». Il leur est en fait reproché d'avoir participé à la coordination de Besançon, et d'avoir diffusé dans toute la France leur journal «Spécial licenciement».

Les travailleurs de l'Imro engagent l'action pour leur réintégration. Nous fournirons demain des informations détaillées sur cette nouvelle attaque contre les travailleurs en lutte des révisionnistes.

LIBAN

À 48 HEURES DE LA MISE EN PLACE DE SARKIS

LE REGIME SYRIEN PREPARE UNE NOUVELLE AGRESSION

A la réunion de Chtaura, tenue dimanche entre le président Sarkis, l'OLP et un représentant syrien, la Résistance Palestinienne a refusé de céder aux pressions syriennes. «Aucun point d'accord n'a pu être dégagé» a affirmé le représentant syrien, signifiant par là l'échec de la tentative syrienne.

suite p.6

L'HOMMAGE À MAO TSÉ-TOUNG

De toute la France nous sont parvenus des témoignages de la douleur et de l'émotion qui ont saisi les travailleurs et les révolutionnaires à l'annonce de la mort du camarade Mao Tsé-toung. Malgré les calomnies honteuses de la presse bourgeoise, les travailleurs ont honoré la mémoire du camarade Mao Tsé-toung, reconnaissant en lui un grand dirigeant révolutionnaire.

A cette occasion ils ont été nombreux à montrer leur intérêt pour la poursuite de la révolution socialiste en Chine après la disparition de Mao Tsé-toung, et pour les enseignements de la pensée maotsetoung pour la lutte révolutionnaire du prolétariat en France. Voici quelques uns de ces témoignages.

BESANÇON

Dès samedi, des milliers de tracts ont été distribués dans les quartiers, sur les usines, des affiches collées. Dans la rue piétonne autour de trois immenses panneaux de photos retraçant les enseignements de la pensée maotsetoung, se forme un centre de discussion permanent.

Lundi soir un hommage solennel est prononcé au cours d'une réunion-débat d'une centaine de personnes. La soirée commence par la lecture de la déclaration de Max Cluzot, secrétaire général du PCRml. Puis une projection de diapositives retrace les principales transformations révolutionnaires de la Chine. Après un débat animé et des interventions sur l'URSS, le danger de guerre, la révolution en France, les participants repartent en se procurant pour la plupart des textes et revues chinoises, des œuvres de Mao Tsé-toung.

P.U.K. LEVALLOIS

Quand les travailleurs de P.U.K. Levallois ont appris la mort de Mao Tsé-toung, certains disaient : « Nous avons perdu un grand militant révolutionnaire ». Des discussions se sont engagées sur l'avenir de la Chine car des ouvriers pensaient à la mort de Staline et à la restauration du capitalisme en URSS. A cette occasion, les camarades voulaient mieux connaître l'apport théorique du président Mao Tsé-toung, et particulièrement sur le fait que la lutte de classe continuait sous le socialisme et qu'elle existait dans le Parti Communiste.

RENNES

Dès vendredi, à la fac et dans le centre ville, des interventions du PCRml ont eu lieu, rendant hommage au camarade Mao Tsé-toung. Le samedi matin, sur le marché central, un message, qui a été adressé à l'ambassade de Chine, a été signé par 150 travailleurs. Vendredi 17 septembre à 20 H 30, salle de la Cité à Rennes, un meeting a eu lieu à l'appel du PCRml, de Drapeau Rouge et de l'HR manité Rouge.

Corres. Rennes

REIMS

La section de Reims du PCRml est intervenue avec ses sympathisants durant tout le week-end sur le marché et dans le centre ville. Nous avons rendu un hommage militant au camarade Mao Tsé-toung en diffusant un tract sur l'œuvre de Mao Tsé-toung, Lénine de notre époque. Nous avons tenu une table de presse avec les œuvres du président Mao. Ces inter-

ventions vivantes ont touché des milliers de personnes et suscité de nombreuses réactions : « Je ne suis pas communiste, mais Mao, je l'admire » nous dit un vieux travailleur. Un autre : « Je n'espère qu'une chose, c'est que la Chine ne déviara pas comme l'URSS qui est aujourd'hui un pays capitaliste ».

MICHELIN

MONTCEAU LES MINES

Dès que la nouvelle du décès du camarade Mao Tsé-toung a été connue, les camarades de la cellule du Parti ont discuté avec les travailleurs dans les ateliers. Le lendemain un tract était fait pour répondre aux principales questions que se posent les ouvriers de l'usine. L'écho de la grande douleur du peuple chinois pour la disparition de son grand dirigeant suscite l'intérêt et la sympathie pour ce qui se passe en Chine et pour l'œuvre du président Mao.

EN MOSELLE, HOMMAGE POPULAIRE AU CAMARADE MAO TSÉ-TOUNG

Samedi, jour de deuil dans toute la Chine, la section de Moselle du PCRml, appelait tous les travailleurs à rendre un dernier hommage au camarade Mao Tsé-toung.

Un rassemblement dans l'après-midi à Hayange, et une réunion à Uckange, en soirée, ont par leur succès montré comment de nombreux travailleurs de notre région étaient touchés par cette disparition.

Dans l'après-midi, une manifestation appelée par le PCRml et l'HR a eu lieu. Le défilé silencieux derrière de nombreux portraits du Président Mao Tsé-toung, a traversé les rues d'Hayange, au milieu de centaines de personnes qui manifestaient largement leur intérêt et leur sympathie. On a même vu des militants du P.C.F. s'associer à cet hommage, manifestant ainsi leur désaccord avec la politique anti-chinoise développée par la direction du P.C.F. depuis plus de 15 ans.

Le soir, à Uckange, cité ouvrière de Sollac-Sacilor, s'est tenue une réunion, à l'appel du PCRml, avec la participation de camarades du KBL, de retour de Chine.

C'est dans un grand recueillement qu'ont été lu le message du secrétariat politique du Parti, Servir le Peuple ainsi que des interventions montrant notre conviction que la Chine restera rouge.

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT DÉCIDÉ À RELEVER LES COTISATIONS

Les trois contrevérités de M. Beullac

Suite de la page une

Ces mesures, si elles ne constituent pas pour le moment, une remise en cause profonde de l'institution constituent une nouvelle atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs (en diminuant le pouvoir d'achat de leur salaire indirect). Elles préparent l'opinion à des réformes plus profondes. Aussi la limitation du nombre de spécialités remboursables est un dangereux précédent, qui vise à faire glisser la définition de la SS de système de « couverture sociale complète » en « assistance minimale ».

Les propos du président de l'Assurance maladie, Maurice Derlin, secrétaire confédéral du syndicat jaune FO, ne font que confirmer cette impression : « Notre système de santé est à réformer profondément. Si les Français tiennent à des soins de qualité, ils doivent comprendre la nécessité d'un effort financier ! Ce chantage odieux - hausse des cotisations ou dégradation des soins - prépare, avec la campagne d'intoxication qui l'accompagne, des menaces plus graves pour 1978 : liquidation de la SS par la

création d'un système à trois étages qui favoriserait les cadres et brimerait les travailleurs ».

Quant à la radio et à la télévision, M. Beullac, le nouveau ministre du travail, s'étend sur le pseudo-déficit de la SS, il ne fait que préparer ce plan réactionnaire. « Les dépenses d'allocations familiales doublent tous les cinq ans, de maladie tous les quatre ans, de vieillesse tous les trois ans », déclare-t-il. Ce que Beullac ne dit pas c'est que comparer ainsi des chiffres dans l'ab-

solu ne veut strictement rien dire ! Ce qu'il cache c'est qu'en pouvoir d'achat les allocations familiales ont diminué de moitié ! Que la hausse des médicaments et des honoraires médicaux, des prix de journée hospitalière ont absorbé l'essentiel des dépenses de maladie, sans que pour autant les travailleurs se soignent mieux ! Il cache que l'allocation vieillesse ne permet même pas aux vieux de vivre décemment !

P. PUJOL

● RENCONTRE MAIRE-MITTERRAND : Maire et Mitterrand ont eu hier un entretien de deux heures. Cette rencontre et les commentaires des deux hommes à la sortie ont confirmé si besoin était, la parfaite identité de vue entre la direction confédérale CFDT et le PS. Maire a redit que la CFDT souhaitait la victoire de l'union de la gauche et qu'il se situait dans une perspective de socialisme auto-gestionnaire. Mitterrand a approuvé le front commun CGT, CFDT, FEN et les actions qu'il pourrait entreprendre, mais il a émis les mêmes réserves que Maire sur la constitution d'un front des « mécontents » tel que le préconise la CGT. Il n'y a derrière cela que concurrence électorale entre partis de gauche : le PS veut faire échouer les efforts du PCF pour rallier des cadres à ses positions, et il utilise pour cela ses positions à la tête de la CFDT, comme le fait le PCF avec la direction de la CGT.

Le 18^e Starfighter allemand s'est écrasé. Le pilote n'a pas pu faire fonctionner son siège éjectable. La firme américaine Lockheed avait usé d'arguments très convainquants pour pousser le gouvernement allemand à choisir cet appareil, et savait très bien que les modifications que l'armée allemande comptait lui apporter en ferait un cercueil volant.

● POURSUITE DE LA GRÈVE AU LYCÉE TALMA DE BRUNOY : Plus d'une semaine après la rentrée, les enseignants du lycée Talma de Brunoy (Essonne) poursuivent la grève. Ils réclament la création de trois postes. Le rectorat de Versailles refuse toujours de répondre aux revendications. Samedi, une manifestation d'enseignants et de parents d'élèves a parcouru les villes de Brunoy et d'Yerres.

Grenoble

La police perquisitionne une agence de presse



Samedi 18, à 11 heures 30 du matin, un groupe de manifestants opposés au projet de la centrale nucléaire de Malville est entré dans la préfecture de l'Isère, dans les bureaux de la protection civile. Ils sont repartis peu après, avec les dossiers des plans ORSEC concernant le nucléaire, ainsi que des dossiers sur la pollution du Rhône par Pêchiney UGINE Kuhlman. Après avoir été analysé par des scientifiques, ce document « confidentiel » sera publié. Le but de l'intervention était de faire savoir que les pouvoirs publics sont au courant des dangers que représentent aujourd'hui les installations nucléaires, mais gardent les informations secrètes, et se contentent de préparer des mesures à posteriori dans l'éventualité d'un accident nucléaire, plutôt

que de rechercher une véritable sécurité.

Autre élément de cette affaire, qui explique peut-être le silence qui l'entoure aujourd'hui : la façon dont la préfecture de Grenoble s'est couverte de ridicule : samedi midi, aussitôt connue « l'opération dossiers », la préfecture dément. « personne n'est au courant ! Il semble que le commando se soit introduit par les appartements préfectoraux. Dans l'après midi, autre son de cloche : « Il est possible que des éléments étrangers se soient introduits, mais il n'est pas encore établi que des dossiers aient été dérobés ». Le soir, le préfet ajoutait : « Je ne suis pas en état de dire si des documents ont été dérobés ou non ». L'embarras (c'est un faible mot...) du représentant du ministre de l'intérieur vient à la

fois de cette opération qui s'est déroulée au nez et à la barbe des flics patrouillant devant la préfecture, et de la nature des documents qui vont être rendus publics : les menaces sur la sécurité des travailleurs doivent rester secrètes !

Dimanche matin, des perquisitions ont eu lieu, et six personnes au moins ont été interrogées pendant plusieurs heures à l'hôtel de police. Le local des comités Malville a été perquisitionné, ainsi que les locaux de l'agence de presse qui avait couvert les manifestations sur Malville. Les flics ont en plus saisi tous les films en bobines et les ont développés dans leurs locaux. Il y avait aussi des photos des grévistes de la société d'autoroute AREA. Il s'agit là d'un précédent très grave et d'une lourde menace pour les libertés démocratiques : la police a déjà ses propres photographes, et jusqu'à présent évitait de se servir directement dans les agences de presse. C'est maintenant chose faite : pour toute manifestation, la police est prête à violer le secret professionnel pour compléter son fichage des manifestants, des travailleurs en lutte, des révolutionnaires.

Correspondance

PONIATOWSKI À BAYONNE !

Officiellement en déplacement pour profiter du soleil et de la tranquillité de l'hors saison, Poniatowski s'est en fait rendu à Bayonne pour y rencontrer un certain nombre de responsables « du maintien de l'ordre », préfets sous préfets et autres commissaires divisionnaires. Le ministre de l'insécurité, de l'expulsion des révolutionnaires, de l'internement des réfugiés politiques, serait inquiet, paraît-il de l'activité des groupes para-policiers espagnols dans le sud de la France. Jusqu'à présent, cela ne l'a pas beaucoup inquiété. Aussi ne serions-nous pas étonné que quelques représentants de la police espagnole aient participé à cette réunion, histoire de donner une façade un peu « plus propre » aux assassinats de réfugiés espagnols.

Projet de répression du «terrorisme»

L'EUROPE POLICIÈRE

Un document du Conseil de l'Europe au sujet de la répression anti-«terroristes», (qui a été publié dans la presse parisienne notamment par le journal de la ligue trotskyste) révèle un projet extrêmement inquiétant écrit par un comité «chargé d'étudier les nouvelles formes de violence concertées» à l'issue d'un travail qui a duré d'octobre 75 à février 76. Ce projet de texte doit être soumis au comité des ministres du Conseil de l'Europe regroupant 18 Etats membres et trois Etats associés (Grèce, Turquie et Espagne). A leur dernière conférence qui s'est tenue à Bruxelles les 3 et 4 juin 76, les ministres de la Justice de l'Europe ont «pris note

avec un intérêt particulier du projet de convention européenne sur l'élimination du terrorisme élaboré par le comité européen des problèmes criminels et qui sera bientôt soumis à l'examen du Conseil de l'Europe», en espérant que cette procédure sera «rapidement menée à son terme». Le texte du projet a été mis au point lors de la réunion de Strasbourg du «comité européen pour les problèmes criminels» réunie à laquelle participaient un certain nombre de ministres de l'Intérieur et de la Justice et qui avait été préparé par des rencontres entre Poniowski et ses homologues allemands, italiens et espagnols.



Les réfugiés basques déportés à l'île d'Yeu par Poniowski.

Le premier but de cette convention est de définir un nouveau type de délits, «les délits de terrorisme», ces «délits» ne seront plus considérés comme des «infractions politiques» ou «inspirées par des mobiles politiques» mais relèveront du droit commun, de la lutte contre le gangstérisme. Tous les détournements d'avions, attentats contre les diplomates, enlèvements ou prises d'otages, les utilisations de cocktail, bombes, armes à feu, automatiques sont concernés. Les complices de ce type d'actions seront soumis au même règlement. Les auteurs de ce type «d'infractions» seront soumis à l'extradition automatique entre Etats de la Communauté. Au cas où un Etat signataire jugerait qu'une infraction ne relève pas de ce règlement, il serait astreint à engager lui-même des poursuites contre les auteurs, même si les actions n'ont pas lieu sur son sol !

Ces dispositions visent à liquider ce qu'il restait encore de la vieille règle du droit d'asile politique qui existait encore en Europe. Les bourgeois européennes tirent donc un trait définitif sur ce droit d'asile politique après l'avoir violé de plus en plus systématiquement dans les dernières années : expulsion de militants espagnols vers les prisons de Franco, assassinats politiques perpétrés dans les pays d'accueil, mis en résidence surveillée de militants (comme les basques sur l'île d'Yeu), etc... A l'exemple de la RFA, les gouvernements européens veulent se doter d'un appareil législatif répondant aux besoins de leurs polices, dans le but d'accentuer la répression.

DE GRAVES MENACES

L'article 2 du projet confirme bien ces visées. Il élargit la notion des délits «terroristes» à tout ce qui concerne tout acte grave contre les biens autres que ceux visés à l'article 1, lorsqu'il a créé un danger collectif pour des personnes. Ce qui veut dire que peuvent être menacés tous les militants de nationalité étrangère qui participent à des manifestations où quelques cocktail molotov sont jetés, à des heurts avec des bandes fascistes ou des commandos de cadres CFT contre les piquets de grève, tous les ouvriers espagnols, portugais, turcs, etc... qui s'opposent à l'expulsion de leurs usines par les CRS !

A travers ce projet tous les immigrés qui luttent, syndicalistes, militants révolutionnaires pourront être immédiatement jugés et extradés ! Voilà qui complète la panoplie policière de la société répressive avancée mise en place par Giscard, avec le projet de réforme du droit pénal !

Ce projet scélérat constitue un moyen supplémentaire, pour les bourgeois européennes, de perfectionner leur appareil de répression législatif et policier. Il traduit leur préoccupation numéro un : museler les luttes et les révolutionnaires pour tenter de réduire leurs classes ouvrières, condition nécessaire pour faire passer leurs plans d'austérité, faire payer la crise aux travailleurs.

Contre ces nouvelles menaces pour les libertés démocratiques, mobilisons-nous ! Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Non aux expulsions de militants révolutionnaires ! Non au projet scélérat !

A la veille du plan Barre

LE PATRONAT RAPPELLE SES EXIGENCES

Dans le patronat, l'optimisme se mêle à l'inquiétude. Jacques Ferry, vice président du CNPF, et patron des patrons de la sidérurgie, explique dans le numéro de lundi des «Échos», le point de vue du patronat sur le plan Barre.

FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

Côté optimisme : la perspective d'un blocage des salaires que va tracer le plan Barre. Enfin, le gouvernement s'attaquerait donc aux racines du mal : la croissance trop rapide des revenus ! Car le diagnostic de ce patron, s'il envisage parmi les causes de l'inflation la hausse des matières premières, la productivité médiocre du travail et l'alourdissement des charges sociales, met au premier plan du remède la modération des salaires ; en clair : faire payer la crise aux travailleurs en limitant leur pouvoir d'achat.

Lorsqu'il déclare «le blocage est une fausse solution», c'est d'abord parce qu'il sait qu'une mesure ouverte de blocage des salaires déclencherait une vigoureuse riposte des travailleurs. Par ailleurs, le patronat préfère garder une marge de manœuvre dans les négociations de salaire pour adapter sa politique à l'état

du rapport de force au niveau de l'entreprise ou de la branche. Enfin, refusant tout blocage des prix, le CNPF serait mal placé pour exiger un blocage apparent des prix !

Ainsi, les grandes déclarations de Ferry comme celles de Debré, qualifiant d'idiotie toute politique de blocage, ne portent donc pas sur l'objectif (réduire le pouvoir d'achat des travailleurs) mais sur la tactique (laisser au patronat l'initiative, ne pas affronter ouvertement la classe ouvrière). Ce point de vue étant parfaitement admis par Barre, on comprend l'optimisme de Ferry.

VERS UNE NOUVELLE RÉCESSION

Mais le patronat sait que la partie qui s'engage sera serrée, non seulement sur le plan social, mais aussi sur le plan économique. En effet pour le plan Barre la marge est étroite entre la nécessité de limiter l'inflation et le

risque d'amorcer une nouvelle récession. La pression sur le pouvoir d'achat des travailleurs, les mesures d'austérité budgétaire et le contrôle du crédit, vont en effet peser directement sur la consommation intérieure. Or, comme le reconnaît Ferry, l'économie française reste extrêmement fragile. Le CNPF craint donc le retour à une nouvelle phase de récession. Pour éviter le risque, Ferry propose que le gouvernement favorise une relance des investissements.

Le plan Barre ne donnera sans doute que partiellement satisfaction à cette exigence car le gouvernement estime l'assainissement de l'économie encore insuffisant pour déclencher une reprise saine sur la base d'un vaste programme d'investissement.

Ainsi la politique anti-inflation du plan Barre va-t-elle sans aucun doute déboucher sur la récession avec son cortège de licenciements pour les travailleurs. Pression sur les salaires, développement du chômage : voilà les perspectives qu'offre le plan Barre aux travailleurs !

SIGNATURE DE L'ACCORD SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

UNE GRAVE MENACE CONTRE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Suite de la page 1.

Parlement Européen est un des points-clés du rapport Tindemans qui préconise une intégration européenne plus poussée.

Jusqu'à maintenant, l'existence d'un Parlement Européen était plutôt symbolique. Les véritables décisions se prenaient au cours des négociations entre gouvernements, et devaient faire l'unanimité pour être adoptées. Avec un Parlement élu, c'est un nouveau pas qui est franchi dans l'intégration européenne. L'élection au suffrage universel confère à ce Parlement un poids politique évident, ses décisions auront une portée plus grande. C'est la porte ouverte, et c'est comme ça que le voit le rapport Tindemans, à une véritable autorité européenne supranationale qui représente un grave danger contre l'indépendance nationale. Des décisions concernant notre pays ou un autre pays européen pourront être prises par ce Parlement. Les gouvernements européens auront

les mains liées à une instance supranationale dominée par la R.F.A., elle-même soumise aux USA.

UNE EUROPE SOUMISE A L'IMPÉRIALISME

La construction européenne est présentée par la bourgeoisie comme un moyen de faire contre-poids aux superpuissances, mais l'Europe ne s'est pas détachée des pressions des superpuissances, et à mesure que les contradictions entre les USA et l'URSS s'exacerbent, leurs pressions sur l'Europe, point-clé de leur rivalité, se renforcent. Incapables de faire face aux pressions militaires de l'URSS, les bourgeoisies européennes se sont mises sous la protection US.

De Gaulle avait tenté d'échapper à la tutelle US et d'assurer à la France un pied d'égalité avec l'Alle-

magne dans la communauté européenne. Ses tentatives ont échoué, Giscard a confirmé l'orientation prise par Pompidou de rapprochement avec les USA : création d'une Agence de l'Énergie sous houlette US, la réintégration de l'OTAN... Quant à l'hégémonie dans l'Europe, il est clair que c'est l'Allemagne qui la tient.

L'élection au suffrage universel du Parlement Européen, parce qu'elle constitue un pas supplémentaire vers une Europe supranationale dominée par la RFA et sous la houlette de l'impérialisme US représente un sérieux danger contre l'indépendance nationale.

Une menace d'intervention dans les affaires intérieures et contre les travailleurs lorsque ceux-ci se dresseront pour renverser leur bourgeoisie.

L'élection au suffrage universel des membres du

PAYSANS EN LUTTE

Opération «paille»

LES PREMIERS BENEFICES POUR LES FIRMES

Un effort gigantesque, des moyens énormes ont été mis en œuvre pour récupérer la paille et l'acheminer vers les régions d'élevages. Pour le seul département de Loire Atlantique, 162 tracteurs, 60 presses, 100 remorques, 60 camions militaires ont été amenés sur le chantier : 531 personnes se sont relayées sur le terrain tous les cinq ou six jours (on parle de 35 000 presses dans l'ensemble des régions céréalières) sans compter les réunions nécessaires et le temps passé par les responsables dans leurs cantons pour assurer la réception et la répartition de cette paille.

Cette vaste opération présentée comme le salut des éleveurs, est-elle vraiment à leur seul profit, ce n'est pas évident...

Il nous a paru important de rencontrer un des participants pour qu'il nous donne son point de vue et la manière dont il l'a vécu.

— Des jeunes n'ont pas, semble-t-il, pu tenir le coup. Le travail était-il pénible ?

— Oui, le travail était très dur... Il y a eu là-bas de gros orages et certains entrepreneurs qui avaient tendance à «bourrer» ont

bottelé la paille encore humide ; donc sur certains chantiers, les bottes étaient imbougeables. Mais le plus dur c'était le chargement des wagons ; c'étaient des wagons couverts, empiler les bottes là-dedans n'était pas une partie de plaisir... mais

avec la chaleur, c'étaient de vrais fours ! (55 à 60° sous le soleil)...

— On a beaucoup parlé de solidarité nationale à tra-



vers cette opération paille... Elle n'a toujours pas existé comme tu soulignais au niveau des demandeurs, mais qu'en est-il du côté des céréaliers ?

— Les céréaliers ont beaucoup insisté en effet sur leur solidarité disant sur le terrain «ça ne nous intéresse pas de vendre la paille, on a plus d'avanta-

multiples déclarations faites à grand fracas laissent croire aux gens que tout est résolu avec la paille pour les agriculteurs. Or la paille a une valeur nutritive pratiquement nulle ; et pour ma part, je trouve un peu fantaisistes les rations établies pour 12 litres de lait et comportant six à huit kilos de paille par vache.

— Cette opération paille a malgré tout des côtés positifs ?

— Sûrement, il était important de récupérer la paille et dans le canton, les Paysans-Travailleurs y ont participé activement. Cette opération a sûrement bloqué le processus spéculatif qui n'allait pas manquer de se mettre en route. Les céréaliers auraient détruit une partie de la paille et de leur côté certains négociants et autres amateurs de bons coups n'allaient pas manquer de faire des stocks qu'ils auraient revendus à prix d'or dans le courant de l'hiver. C'est le côté positif. Mais on doit constater que d'autres mesures auraient pu être prises moins coûteuses et plus valables, telles que la taxation des tourteaux et des aliments du bétail. La paille ne va pas coûter moins de trente centimes le kilo. Les grands bénéficiaires ne seront pas les éleveurs, mais les firmes d'aliments ; de toutes façons, elles vendront plus d'aliments bovins. On fait également beaucoup de bruit autour d'un aliment moins cher pour compléter la paille... Mais là encore, qui fait du bénéfice ? les firmes d'aliments. Elles ont déjà, non seulement refusé la taxation mais obtenu une augmentation de 8,75 % sur leurs prix, c'est sans doute leur solidarité !

D'autres solutions existent qu'il faut chercher et inventorier. Depuis un certain nombre d'années au nom du progrès, de la rentabilité, et que sais-je encore, on a orienté les agriculteurs vers les firmes agro-alimentaires, les rendant ainsi de plus en plus dépendants de ces dernières. L'opération paille est dans la même orientation. Mais il serait peut-être possible et avec de meilleures garanties pour l'éleveur de faire des chantiers paille. Mais personne n'en parle... Les firmes perdraient les primes de stockage d'abord, leur marge sur l'aliment revendu ensuite, un calcul a été fait que nous vous soumettons. Il faudrait peut-être qu'on commence à ouvrir les yeux et qu'on tire nous aussi les leçons de cette sécheresse.

ge à la broyer de suite pour travailler le terrain ; si on les écoutait, ils faisaient un effort considérable. Mais l'effort n'est pas totalement désintéressé et certains ont dit que pour eux la vente de la paille était un moyen de récupérer en partie ce qu'ils avaient perdu par la sécheresse. Et il faut bien préciser que d'une part, la récolte de céréales a été moins catastrophique qu'on ne pensait, et que d'autre part, dans certains coins la perte était minime. Donc la paille pour certains, c'était une rentrée complémentaire. La preuve c'est que certains envisagent de la ramasser à l'avenir, ce n'est donc pas une si mauvaise opération qu'ils veulent bien le dire. Donc, solidarité, peut-être, mais pas gratuite ! Je pense qu'il faut aussi dénoncer toute la publicité faite par la presse et la radio autour de cette solidarité nationale.

D'abord, au niveau de l'opération paille, elle-même, si le ramassage de la paille s'est effectué c'est parce que les paysans ou les organismes économiques se sont organisés eux-mêmes. Mais peu de choses ont été faites sur le plan national, ce qui a donné une absence de planification. Certains départements se sont précipités ; l'Orne et la Sarthe, par exemple, dès le début ont mobilisés à eux seuls le département du Loir et Cher, mais ils étaient bien contents plus tard d'en recéder aux voisins. Autres inconvénients, la répartition aurait pu se faire en tenant compte des distances et éviter ainsi des déplacements très lourds.

D'autre part au niveau de l'opinion publique déjà sensibilisée parce qu'elle ressent directement les répercussions de la sécheresse au niveau des prix des fruits et légumes. Les

Demain, publication du «plan définitif d'indemnisation»...

CE QUE NOUS PRÉPARENT BARRE ET BONNET

En même temps qu'il dévoilera son plan d'austérité contre les travailleurs, le gouvernement Barre présentera mercredi prochain à l'issue du conseil des ministres, le plan définitif d'indemnisation aux paysans victimes de la sécheresse. L'ensemble des mesures qui seront arrêtées viendront compléter les acomptes décidés le 25 août dernier, acomptes de 200 F, 150 F ou 50 F par Unité de Gros Bétail (UGB) répartis suivant un découpage du territoire en trois zones. Or, en même temps que se sont développées de nombreuses manifestations dans le Centre et le Sud-Ouest contre la faiblesse de ces acomptes et le caractère arbitraire du mode de répartition, la polémique a été particulièrement vive autour de l'estimation chiffrée du coût de la sécheresse et des pertes subies par les paysans.

En effet, suivant que cette estimation ait été effectuée par les organisations agricoles (et les Chambres d'Agriculture en particulier) ou la Commission des Comptes de l'Agriculture (organisme lié au Ministère de l'Agriculture), le montant global estimé varie du simple au double ! Mais ce qui apparaît à deux jours de l'annonce des décisions gouvernementales, c'est que comme on pouvait s'y attendre, c'est l'évaluation de la Commission des Comptes de l'Agriculture, qui fixe à 5,6 milliards de francs la baisse du revenu agricole, qui sera retenue comme référence pour le calcul de l'indemnisation...

6,2 MILLIARDS ?

Les dernières supputations ministérielles laissent entendre que le règlement définitif de la «facture» sécheresse serait porté par Bonnet à 6,2 milliards qui se diviseraient comme suit : outre les 2,2 milliards déjà alloués le 25 août, 3 milliards seraient versés aux départements, 1 mil-

liards restant en réserve dans les caisses gouvernementales pour la prise en charge de bonifications d'intérêts.

Si tel est bien le choix du gouvernement quant au montant global de l'enveloppe, il apparaît qu'il a fait le choix délibéré d'une compensation minimale des pertes, très en deçà de l'estimation de l'APCA et, à plus forte raison, très en deçà de la perte réelle du revenu des paysans dont les conséquences s'étaleront, notamment en ce qui concerne l'élevage et surtout la production laitière, sur plusieurs mois, voire plusieurs années. «Il est difficile de cerner avec exactitude le revenu de chacun» affirme Bonnet en guise d'excuse mais quoi qu'il prétende, cette «indemnisation» ne règle rien du tout. Tout au plus, elle ne représentera qu'un «ballon d'oxygène» pour les trésoreries des paysans pauvres et moyens en difficulté face aux échéances d'automne et aux nécessaires investissements pour l'aliment du bétail.

Reste alors à examiner

le mode de répartition de «l'indemnisation» envisagé. A noter tout d'abord que le gros de ces 6 milliards ira à l'élevage, les producteurs de céréales ou de végétaux se verraient, quant à eux, octroyer pour l'essentiel des prêts calamités sur 7 ans, comme cela a déjà été annoncé dans le premier train de mesures d'urgence, le 25 août. C'est faire fi du sort de ces petits céréaliers du Sud-Ouest qui avec leurs 30 Ha en sont à leur troisième prêt calamité en trois années consécutives !

«LES ZONES, ÇA N'EXISTE PLUS»

Quant au mode de répartition géographique, la vive protestation des paysans du Centre, du Sud-Ouest et de Rhône-Alpes contre le découpage en zones a obligé le gouvernement à le reconsidérer.

«Les zones, ça n'existe plus», assurait Bonnet dans une récente interview au «Progrès de Lyon», expliquant que «la rapidité avec laquelle ces primes ont été décidées ne pouvait pas ne pas s'accompagner de certaines bavures». Si iniquité il y a eut comme tente de la faire croire Bonnet, sera-t-elle effacée par le nouveau système «d'enveloppes départementales» ?

Trois éléments seraient pris en compte dans la ventilation de ces enveloppes :

1 - L'intensité de la sécheresse à partir du déficit par départements des pluies et des fourrages.
2 - Le revenu brut d'exploitation corrigé par le nom-

bre d'exploitants de chaque département.

3 - Le pourcentage de l'élevage par rapport aux autres exploitations.

TOUT AU PLUS, UN DOUBLEMENT DES «ACOMPTES» DU 25 AOÛT

Sur la base de ce mode de calcul seront alors déterminés des coefficients qui reproduiront à s'y méprendre le classement par zones précédemment institué. Simple-ment, la «souplesse» de ces coefficients permettrait une relative modulation de distribution des «aides» qui, si l'on tient pour exacte l'hypothèse d'une enveloppe de 6 milliards, n'apporteraient tout au plus aux éleveurs qu'un doublement des acomptes du 25 août. Ainsi, l'éleveur de Bretagne toucherait 400 F par UGB, l'éleveur du Lot et Garonne 100 F par UGB ; la différence entre petits et gros éleveurs continuant de s'aggraver puisque, dit-on, la FNSEA serait intervenue auprès de Bonnet pour que le plafond fixé antérieurement à 30 UGB soit porté à 40 UGB.

Si tel est, comme on a toutes les raisons de le craindre, le plan gouvernemental que nous ont mijoté Bonnet et Barre, rien effectivement ne sera réglé comme voudrait l'espérer le ministre et, comme au lendemain du 25 août, il faudra compter sur une riposte paysanne amplifiée pour arracher de véritables mesures d'indemnisation qui soient autre chose que des mesures de survie.

(Extrait d'une interview réalisée par «Vent d'Ouest», journal des Paysans-Travailleurs).

LUTTES OUVRIÈRES

Bourgogne Electronique

Mobilisation pour l'annonce du jugement des Prud'hommes

C'est jeudi que le tribunal de Prud'hommes doit rendre son jugement en ce qui concerne les quinze travailleurs de Bourgogne-Electronique, toujours «licenciés», et accusés de «séquestration», d'entrave à la liberté du travail et d'occupation d'usine.

On a pu se rendre compte lors de l'audience du 9 septembre de la platitude des arguments avancés par les avocats de la direction de la Thomson. Malgré cela, il est certain que des fortes pressions seront exercées sur le tribunal pour donner raison à la Thomson et empêcher ainsi la réintégration des quinze.

Pour les huit délégués dont l'inspection du travail a refusé le licenciement, la Thomson a fait appel auprès du ministère du travail et l'on attend toujours la réponse du nouveau ministre Beullac. Sans doute attend-il, dans l'espérance que retombe la mobilisation, tant dans l'usine que sur les autres boîtes de Dijon et dans tout le trust Thomson. Il risque fort d'être déçu car la solidarité pour la réintégration de tous les «licenciés» se développe. Nous serons vigilants et tout particulièrement jeudi lors de l'annonce du verdict pour les quinze.

HONFLEUR : L'ESCLAVAGE DES MITRONS

Un boulanger pâtissier de la ville de Gasny dans l'Eure, vient d'être condamné à trois mois de prison, dont deux mois avec sursis par le tribunal correctionnel d'Evreux. C'est au mois de mai de l'année dernière que ce boulanger avait ni plus ni moins jeté un seau d'eau bouillante à la tête de son mitron de seize ans, qui certainement selon lui, ne travaillait pas assez, pour le réveiller ! Celui-ci avait dû être hospitalisé, étant gravement brûlé. A l'audience, ce patron boulanger a été qualifié de «brutal», qualificatif qui vise à faire de cette affaire un cas particulier, alors que les conditions de travail et de vie des mitrons voisins de l'esclavage (horaires) sont, on le sait bien, partout les mêmes. Pour une condamnation, combien de ces patrons qui ne sont pas inquiétés ?

CECA (HONFLEUR) : NON AU «CONTRÔLE» DES CADENCES ! : Les 120 travailleurs de l'entreprise Ceca (carbonisation et charbon actif) située à Honfleur, sont en lutte depuis hier matin. Ils réclament le départ de la société «métra Proofoot» société américaine qui a pris en main le contrôle des cadences de chaque poste pour réduire le personnel. Ils exigent d'autre part : l'augmentation générale de tous les salaires de base, la conservation de tous les avantages acquis (prime d'ancienneté, vacances), l'application de la loi du 16 mars 1975 concernant les améliorations de travail.

● L'entreprise textile Lestienne à Roubaix menace de fermer ses portes. 265 des 290 salariés seraient pour le moment menacés de licenciement.

● 60 travailleurs des entreprises Charles Lyonnet de Sainte Foy l'Argentière (Rhône), ont organisé une manifestation à la fin de la semaine dernière pour protester contre la décision de la direction de licencier 67 d'entre eux. Les entreprises Charles Lyonnet sont spécialisées dans le tissage du tissu pour parapluie.

C.E.A. : L'ACTION S'ETEND

Les travailleurs du Centre de retraitement nucléaire de la Hague, dans le département de la Manche, en lutte depuis jeudi dernier, ont été, on le sait, expulsés des locaux de leur usine, 24 h seulement après le début de leur mouvement par la gendarmerie de Cherbourg.

Les travailleurs refusent l'application d'un nouveau contrat d'embauche envoyé dernièrement par la COGEMA (filiale privée créée par le CEA) qui serait une mesure de plus dans le démantèlement du CEA et aggravait considérablement les conditions de travail et de sécurité des agents.

Le coup de force de la direction, loin de faire plier les travailleurs, a au contraire entraîné l'extension de la grève à d'autres centres.

MIRAMAS

Les travailleurs du centre de Miramas (centre lui aussi concerné par la COGEMA) se sont mis en lutte à leur tour hier matin comme il était prévu ! La fabrication (Lithium 6 et 7) a été arrêtée. Les travailleurs assurent eux-mêmes la protection des enceintes et ont doublé le service de sécurité (notamment en ce qui concerne les risques d'incendie).

Dès les premières heures de grève, une voiture de la gendarmerie a été dépêchée par l'administration pour constater la présence d'un piquet de grève près de la petite entrée de l'usine, entrée qui était d'ailleurs ouverte. Bien évidemment, quand les grévistes ont

demandé à leur tour à l'hussier de constater la présence de la police à l'intérieur, celui-ci a refusé ! La lutte continue aujourd'hui pour faire connaître la grève, des délégations sont allées à Marseille porter des communiqués à l'ORTF et aux différents journaux. Des milliers de tracts ont été distribués dans la région.

MARCOULE

Hier, a eu lieu une assemblée générale du personnel. 300 personnes environ étaient présentes. La CFDT et FO ont proposé une première action : 48 H de grève. Le dépôt d'un préavis de grève a été décidé par les travailleurs, qui sera appliqué dans «les meilleurs délais».



LA HAGUE

etc... Un travail de popularisation s'effectue à l'extérieur de l'usine.

La grève continue. Les travailleurs se sont réunis hier en différentes commissions créées pour prendre en charge et animer la lutte : commission action, caisse de grève, commission information commission contrat

PIERRELATTE

Une inter syndicale doit se dérouler aujourd'hui pour décider de la conduite de l'action.

Communiqué

Les travailleurs en grève de l'usine de retraitement de La Hague qui occupent depuis le 16.9.76 le centre nucléaire, tiennent à démentir formellement les mensonges que diffuse l'administration du C.E.A. à la presse. A savoir que c'est le personnel gréviste maintenu en fonction qui assure la sécurité des installations et non pas les cadres et non-grévistes comme le prétend l'administration. La majorité des gens ici qui assurent la sécurité, ce sont des requis grévistes. Cette mise au point faite avant l'évacuation du centre reste toujours valable.

Marseille : Fermeture d'un «meublé»-taudis

DES CONDITIONS DE LOGEMENTS BIEN CONNUES

Au 28 de la rue Pavillon, une trentaine de travailleurs immigrés, presque tous Algériens, ont été transférés dans un foyer Sonacotra au fur et à mesure de leur retour du travail, mardi 14 septembre. Après enquête, les deux propriétaires de ce «meublé» pompeusement appelé «Hôtel Aviation», ont été présentés au Parquet. La fermeture serait prononcée pour «cause de péril».

Entassés dans des chambres insalubres, sans confort ni espace, 150 F par mois pour un lit, un seul WC pour les cinq étages... Ces conditions étaient bien connues, mais... rien à signaler. Il a fallu que les canalisations se bouchent encore une fois, répandant une odeur «généante» pour qu'enfin la police d'abord, les services d'hygiène ensuite, interviennent.

Comme si chacun ignorait que dans la plus totale complicité, des profits énormes sont extorqués sur le sommeil des travailleurs après une journée de travail exténuant au fond du métro, dans une tranchée ou sur un échafaudage à plusieurs mètres au-dessus du sol,

ÉVITER DE TROP NOMBREUX CRIMES

Rien non plus sur le fait que l'intervention de la police et de l'hygiène n'est pas faite pour protéger les travailleurs, mais parce qu'un peu partout des incendies ravagent ces foyers-taudis, assassinant leurs occupants pendant leur sommeil. Le samedi précédent, dans la rue Tiphaine à Paris, quatre d'entre eux avaient encore payé de leur vie cet ignoble commerce que l'interdiction de l'esclavage avait soi-disant aboli. Les propriétaires ont empochés plus de cinq millions d'A.F. par an sans aucun frais, mais ces travailleurs

délogés devront continuer à payer un loyer élevé au foyer Sonacotra, au règlement intérieur policier.

LA LOGIQUE DE LA POLITIQUE MUNICIPALE DU PS

Ces évacuations d'hôtels, police en tête, après avoir tout laissé se délabrer, ne sont qu'un maillon de la politique municipale qui veut raser les quartiers à très forte densité de travailleurs immigrés. Construire des bureaux et des habitations avec des loyers excluant les familles ouvrières autour de la place d'Aix qu'un maillon de la véritable but ! «Marseille, ville propre» : cette campagne de Defferre dépasse le ramassage des ordures, envoyées dans des usines de retraitement et incinérateurs, elle vise en fait les collers d'affiches qui «salissent les murs», et les travailleurs immigrés, déportés dans les quartiers périphériques.

Ni les paroles mielleuses de Dijoud, ni les sourires complices de Defferre, ni les silences du P.C.F n'empêcheront que cette politique anti-ouvrière soit mise en échec. Non aux foyers-taudis ! Des conditions de logement décentes pour tous ! Pas de loyers supérieurs à 10 % du salaire... Sur ces revendications doit se renforcer l'unité des travailleurs français et immigrés déjà présents dans de nombreuses luttes.



INTERNATIONAL

PALESTINE OCCUPÉE LE PEUPLE PALESTINIEN MANIFESTE

Pendant plusieurs jours de suite, les manifestations se sont développées dans toute la Palestine occupée pour



Ce soldat sioniste a été blessé par les manifestants palestiniens à Naplouse.

l'anniversaire des massacres du septembre noir du roi Hussein. Les mots d'ordre de soutien à la Résistance Palestinienne et au mouvement patriotique libanais étaient étroitement mêlés aux mots d'ordre contre la colonisation des terres : du Liban à Jérusalem, le peuple palestinien mène le même combat. La police et l'armée sionistes ont tiré sur les manifestants à Jérusalem, assassinant un jeune palestinien. A Naplouse tous les commerçants avaient baissé leurs rideaux, à Hebron de violentes manifestations opposaient la police aux manifestants qui jetaient des pierres et attaquaient les forces de police. Il y a un an que le peuple palestinien manifeste sans relâche, un an qu'il affirme de plus en plus hautement sa participation massive à la Résistance. Jamais la Résistance Palestinienne ne pourra être liquidée quand tout le peuple est dressé contre l'occupant sioniste.

LES S.S. DANS L'ALLEMAGNE DE SCHMIDT ET STRAUSS

C'est dans la Bavière de Strauss à Wurtzbourg qu'ont pu se réunir tranquillement deux cents anciens Waffen SS, parmi lesquels des Français de la division Charlemagne qui s'étaient engagés en 1944 pour combattre l'Union Soviétique.

Le maire de Wurtzbourg, membre du parti de Strauss, a autorisé cette réunion étant donné son caractère «so-

cial». Mais Brandt, dirigeant du SPD, venu faire un meeting électoral n'a pas non plus éprouvé le besoin de protester contre le rassemblement des nazis. Il est vrai que les deux partis bourgeois allemands, celui de Schmidt et Brandt et celui de Strauss et Kohl sont tout à fait d'accord pour élaborer et appliquer une législation répressive contre les révolutionnaires et les travailleurs

qui n'a rien à envier à la période nazie.

Dimanche soir, enfin, plusieurs centaines de manifestants ont attaqué les nazis alors qu'ils sortaient de leur réunion. Des tziganes, anciens déportés dans les camps de concentration, portant leurs numéros d'Auschwitz et Buchenwald les ont frappés à coups de canne et les ont blessés.

en bref...

● RÉPUBLIQUE SAHARAÏQUE DÉMOCRATIQUE : L'Armée de Libération Populaire Saharaïque a poursuivi ses offensives contre les installations militaires maroco-mauritaniennes au Sahara Occidental occupé. Le 8 septembre, elle a attaqué un convoi militaire marocain dans la région d'El Ayoun. Plusieurs dizaines de soldats des forces d'occupation ont été mis hors de combat, des Saharaïques détenus ont été libérés.

● ESPAGNE : Le groupement de «l'opposition démocratique» a rejeté dans un communiqué les propositions de Suarez d'élections en 77. Pour l'opposition démocratique qui regroupe les révisionnistes, les socialistes et la droite «démocrate», «il n'est pas possible d'appeler le peuple à exercer sa souveraineté alors qu'on ne lui a pas rendu le plein usage de sa liberté et qu'il n'y a aucune garantie sur l'usage pacifique des libertés».

● IRAN : Un millier de «conseillers» américains devraient partir en Iran pour entretenir les 160 bombardiers F16 vendus au Shah par les USA. Il y aurait actuellement 24 000 Américains en Iran.

● MALTE : Le parti de Dom Mintoff a remporté les élections législatives qui se déroulaient dimanche. Partisan du non alignement, il augmente son avance par rapport à 71 sur le parti national de Borg Olivier, qui souhaitait un rapprochement avec les pays occidentaux.

● MOZAMBIQUE : Les espoirs de sauver les 107 mineurs bloqués dans une galerie suite à une explosion due à un court circuit, s'amenuisent de jour en jour. Les équipes de secours qui travaillent activement jour et nuit sont gênées par des émanations d'oxyde de carbone, et un incendie qui s'est déclaré dans une des galeries.

A 48 h de la mise en place de Sarkis

LE RÉGIME SYRIEN PRÉPARE UNE NOUVELLE AGRESSION

A Beyrouth, les forces fascistes ont bombardé le lieu où devait se dérouler un meeting à l'occasion de l'anniversaire de septembre noir, le massacre organisé en 1970 par le roi Hussein de Jordanie. Les phalanges ont occupé une caserne à la limite de Beyrouth ouest : ce sont des préparatifs pour de nouveaux combats.

La reprise à une grande échelle des bombardements à Beyrouth, les accrochages dans la région sud entre les troupes syriennes et les forces patriotiques alliées à la Résistance Palestinienne annoncent une recrudescence des opérations militaires conjointes syriennes et fascistes. Dans son discours d'adieu, Frangié qui doit céder la place dans quarante huit heures à Sarkis, le président élu, a appelé à la poursuite de la guerre.

n'a pu obtenir par les armes, le régime syrien va sans doute tenter une nouvelle agression militaire, avec l'approbation honteuse de nombreux régimes arabes.

«Nous ne croyons pas que nous avons gagné les batailles de Sofar et Saïda par nos seules forces armées» a déclaré Abou Ayad. «L'armée syrienne n'était pas convaincue de la justesse des objectifs qui lui étaient assignés. Le pouvoir syrien n'avait pu y parvenir...»

«Ce qui vaut pour l'armée syrienne vaut pour les masses arabes. Aucun pouvoir ne peut les convaincre de la nécessité de liquider la Résistance Palestinienne. Pour cette raison, de nombreux régimes arabes... sont contraints de dissimuler l'appui qu'ils portent à la Syrie.»

A la veille de l'entrée en

avant son départ, est destiné à ôter à Sarkis tout moyen militaire et politique pour se soustraire à la domination de Chamoua qui concentre entre ses mains les principaux ministères, tandis que les fascistes sont aux postes de commande essentiels de l'appareil d'Etat installé par Frangié.

L'échec des tentatives politiques du régime syrien est dû aux mêmes raisons que l'impossibilité où il a été de poursuivre son agression en juin. Aujourd'hui, il s'apprête à une vaste opération militaire. Mais il se heurtera à la même force qui l'a déjà stoppé : la détermination politique des peuples libanais et palestiniens et leur alliance de plus en plus étroite. Face à une coalition réactionnaire qui rassemble les fascistes libanais, le régime syrien et l'Etat d'Israël au sud, la



Troupes syriennes au Liban. 40 000 soldats aujourd'hui pour agresser la Résistance Palestinienne et le mouvement patriotique libanais.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ALLIÉE AUX MASSES ARABES

Après avoir échoué dans sa tentative d'imposer par les négociations ce qu'il

fonction du président élu Sarkis, le régime syrien tente d'accentuer ses pressions sur lui et d'en faire son instrument. Le coup de force organisé par Frangié, une semaine

Résistance Palestinienne et le peuple libanais mènent le combat de toutes les masses arabes pour leur libération. Tout le soutien doit se renforcer dès aujourd'hui.

EGYPTE : PLUSIEURS MORTS DANS DES AFFRONTEMENTS ENTRE GRÉVISTES DES TRANSPORTS ET LA POLICE

Une grève des transports paralyse totalement Le Caire depuis samedi. La police a attaqué dimanche, en fin d'après-midi, un dépôt d'autobus, occupé par les grévistes. C'est à ce moment que des affrontements se sont produits, faisant plusieurs morts. Les travailleurs en grève demandent une augmentation de leurs salaires de l'ordre de 10 %, et l'alignement de la prime de fin de Ramadan sur les secteurs de l'industrie. Alors que le gouvernement promettait de satisfaire en partie à leurs revendications, plusieurs grévistes étaient arrêtés en fonction de la loi anti-grève ; leurs camarades occupaient les dépôts pour

demandeur leur libération immédiate.

Survenant quelques jours après les importantes manifestations populaires du début du mois, cette grève des transports témoigne de la volonté de lutte des masses égyptiennes contre la politique d'austérité imposée par

Sadate. Fort de son brillant passé de lutte, aussi bien contre les tentatives du président égyptien de s'opposer à la lutte du peuple palestinien, que contre les mesures de répression contre la classe ouvrière, le peuple égyptien se mobilise massivement.

● MEXICO : Premiers accords du «Groupe des 77». Les participants à la conférence de Mexico ont signé plusieurs accords dans les domaines commerciaux et économiques. Il a été décidé de mettre en place un système

mondial de préférences commerciales excluant exclusivement entre pays en voie de développement. D'autre part, dans le secteur des matières premières, il a été décidé de créer un conseil des associations de producteurs.

SUÈDE

Olof Palme battu

PAS DE
CHANGEMENT

Le parti social démocrate a été battu par la coalition des partis de droite en Suède. Cela coûtera au parti d'Olof Palme une partie des sinécures qu'il s'était attribué au cours des 44 années qu'il est resté au pouvoir, mais ne changera fondamentalement rien pour la classe ouvrière. Le système mis en place par les sociaux démocrates, musée la classe ouvrière par un système de contrats, par des lois anti-grève extrêmement brutales. Et cela, les partis de droite le maintiendront intégralement. Utilisant les lois et le système mis en place par la social démocratie, ils entendent encore accentuer la dictature exercée contre la classe ouvrière à laquelle ils veulent imposer des sacrifices encore plus importants pour lui faire payer la crise. Les banquiers ont déjà fait savoir qu'il fallait un peu moins de «démocratie» encore et que les salaires soient bloqués plus bas encore. Pour la bourgeoisie, les partis de droite étaient des exécuteurs plus efficaces de cette politique que les sociaux démocrates qui en ont jeté les bases.

LE «MODÈLE SUÉDOIS»
CONTRE
LA CLASSE OUVRIÈRE

Mais le nœud du système, celui par lequel passe la collaboration de classe, réside dans la mainmise de l'Etat - et du patronat - sur l'appareil syndical. Depuis 1928, l'accord de Saljööbaden règle les négociations entre la Landsorganisation (L.O.) le seul syndicat ouvrier, et la SAF, syndicat des patrons. Cet accord permet de mettre hors-la-loi toute grève qui aurait lieu entre deux négociations salariales, lesquelles ont lieu en moyenne tous les trois ans. C'est un moyen efficace d'assurer la «paix sociale», et on peut compter sur les dirigeants de L.O., très liés avec le PSP, pour se montrer compréhensifs dans leurs discussions et étouffer les aspirations des travailleurs au nom de la grande «solidarité nationale».

GRÈVES OUVRIÈRES
EN SUÈDE

Mais c'est compter sans la mobilisation ouvrière et les grèves «sauvages», dont Kiruna avait été un temps fort, qui ont montré que les travailleurs se laissent de moins en moins abuser par le mythe de la société à économie mixte. Depuis, elles se sont multipliées : en 70, c'est la mine nationalisée de LKAB qui entre en lutte ; après elle, les coupeurs de bois, les dockers ; en 75, sur les 292 grèves recensées, 260 étaient des «grèves sauvages», d'où l'impérieuse nécessité pour le gouvernement d'Olof Palme de perfectionner ses lois anti-grèves et de trouver un moyen pour faire entrer à tout prix ces mouvements spontanés dans le jeu normal du contrat social : si le projet actuellement à l'étude est adopté, en cas de grève sauvage, le patronat et le syndicat seront tenus d'entamer des pourparlers immédiats. Par ailleurs, en cas de différends dans les négociations, en matière de participation, si l'employeur refuse, dans les dix jours, d'appeler l'arbitrage de la cour du travail, c'est l'interprétation

syndicale qui prévaudra. Mais il y a une ombre au tableau : en cas «d'abus», de lourdes amendes sont prévues.

Tout peut se discuter, pourvu que le règlement passe par le canal d'organismes officiels dûment contrôlés. Ce contrôle est le fait d'un petit nombre de «directeurs», très liés à la classe monopoliste et présents à la fois à la tête des syndicats et dans l'appareil d'Etat ; en fait, les ministères n'ont que peu de pouvoir, ce sont les «directoriats» qui font tout. Une poignée de capitalistes contrôlent la majeure partie de l'économie, vingt cinq groupes financiers ont empêché en 1973 plus de la moitié de l'économie nationale. Cela s'accompagne d'une mise au point du fichier policier à faire envie à Poniatowski.

Entre ce «modèle» où rien n'est socialiste et le programme officiellement «bourgeois» de retour à des procédés ouverts d'oppression capitaliste, quel choix pour la classe ouvrière suédoise ? Ce n'est pas dans ce vote qu'elle pouvait imposer sa propre voie, qui reste à construire en suivant les jalons posés par les mineurs de Kiruna.

Corée du Sud

IMPORTANTE MANIFESTATION OUVRIÈRE À SÉOUL

Depuis une semaine, les travailleurs d'une entreprise de textile sont en grève à Séoul. Le mouvement est parti sur des revendications salariales posées par les ouvriers de l'entreprise. Après l'arrestation par la police d'un des dirigeants syndicaux de l'entreprise, une importante manifestation exigeant sa libération a parcouru les rues de Séoul dès samedi soir.

Les forces de l'ordre fasciste ont brutalement réprimé la manifestation et des affrontements très violents se sont produits. Plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés. Cette manifestation, la première manifestation ouvrière depuis la proclamation de l'état d'urgence

RHODÉSIE 2 ans de «délai» :

UNE PROVOCATION CONTRE
LES PEUPLES AFRICAINS

Finalement, Kissinger a rencontré longuement, plusieurs heures, Smith en présence de Vorster ; mais en sortant, il a refusé d'être photographié à ses côtés. C'est qu'il avait promis aux chefs d'Etat de Tanzanie et de Zambie de ne rencontrer Smith que si celui-ci admettait sans préalable l'accession de la majorité africaine au pouvoir. Or, il n'en a rien été. En se donnant deux ans de «délai», Kissinger et Smith provoquent les peuples africains.

En effet, en faisant annoncer triomphalement que «d'importantes concessions ont été faites», qu'il était «satisfait de ces entretiens», Kissinger tente de faire croire que ce projet de l'accession au pouvoir de la majorité dans un délai de plusieurs années est quelque chose de nouveau. Alors qu'il s'agit en fait d'un projet de Smith datant de plusieurs années pour perpétuer la domination impérialiste en associant des collaborateurs africains à un prétendu gouvernement multiracial. Alors que la lutte armée du peuple du Zimbabwe se développe, alors que l'armée des racistes de Smith déporte la population, brûle les villages, assassine, arrête tous ceux qui aident ou soignent les guerilleros, peut-on proposer au peuple du Zimbabwe d'attendre deux ans, comme si, progressive-

ment et harmonieusement, les racistes allaient changer de nature !

C'est cette prétendue «concession» que Kissinger va essayer de défendre devant les présidents Kaunda et Nyerere. Mais sa navette diplomatique ne va pas tarder à se trouver dans l'impasse. Ce n'est pas en s'invitant en Afrique ou en embellissant les provocations de Smith que Kissinger parviendra à imposer son ingérence en Afrique Australe.

Dans la poursuite de leur lutte de libération, les peuples d'Afrique Australe rencontreront un autre ennemi, plus sournois parce qu'il prétend leur apporter une aide : le social-impérialisme soviétique. Partout, sous prétexte de fournir des armes, de soutenir les mouvements



Smith avec des chefs traditionnels : des manœuvres qui ont fait long feu.

de libération et les pays du Tiers Monde, l'URSS ne manque pas d'installer ses «conseillers», ses mercenaires cubains pour dicter ses conditions et remplacer l'impérialisme américain. La présence de l'URSS et des Cubains en Angola donne une base favorable à une inter-

vention qu'ils proposent avec insistance en Rhodésie et en Namibie. Les violentes attaques de la presse de Moscou contre Kissinger aujourd'hui ne vont pas dans le sens de la défense des intérêts du peuple, mais tendent à légitimer les ingérences du social-impérialisme. C'est que, devant le développement des luttes de libération en Afrique Australe, les superpuissances rivalisent avec de plus en plus d'acharnement, l'une en tentant de replâtrer les pouvoirs racistes, l'autre en essayant de s'infiltrer dans les mouvements de libération.

La fin de l'apartheid sportif :
L'EXCEPTION QUI CONFIRME LA RÈGLE

A l'occasion de la visite de Kissinger, Vorster tout en feignant de jouer les «médiateurs» avec Smith, doit s'efforcer d'améliorer l'image de marque de son régime, condamné par l'immense majorité des peuples du monde. Pour cela, il a mis en valeur la décision de supprimer la ségrégation dans le sport, décision qualifiée de «sensationnelle» par le parti raciste. Elle a été symbolisée par le match opposant samedi les «All blacks» de Nouvelle-Zélande au Springbocks.

Il faut bien voir les limites de cette mesure. En fait, les équipes mixtes seront autorisées, mais bien entendu, des équipes racistes pourront subsister. Il s'agit surtout, pour Vorster, de changer un des aspects les plus connus dans l'opinion internationale de l'apartheid. L'apartheid sportif avait pour conséquence de faire exclure l'Afrique du Sud d'un grand nombre de compétition et d'organisations.

La suppression de l'apartheid «mesquin» qui porte

sur le transport, le sport et le spectacle est plus ou moins envisageable. Elle ne changera rien à la réalité fondamentale de l'apartheid qui au contraire se développe : le passeport obligatoire dans les zones «blanches», le logement dans les ghettos et les réserves, tout un système d'oppression destiné à maintenir une féroce exploitation sur les travailleurs africains. C'est cela qu'ils combattent et qu'ils ne supprimeront qu'en obtenant le pouvoir.

● LES TROUPES RACISTES ATTAQUÉES PAR LES GUÉRILLEROS : D'après le quartier général de l'armée raciste à Salisbury, huit soldats ont été tués au cours de l'attaque de plusieurs camps par les guérilleros, du mouvement de libération du Zimbabwe.

THAÏLANDE

Thanom, ancien premier ministre fasciste, renversé par le mouvement démocratique en 1973, est revenu en Thaïlande dimanche. Son retour a provoqué d'importantes manifestations des étudiants qui demandent qu'il soit jugé pour sa responsabilité dans la répression du soulèvement de 1973 qui avait fait soixante treize morts. Alors que les agressions fascistes contre les démocrates et les révolutionnaires et que les rumeurs de coup d'Etat persistent, Thanom, bien qu'il soit devenu moine, ne se cantonnera certainement pas à des activités religieuses !

MOON : UNE ARRIVÉE PROCHAINE EN EUROPE

Le «révérend» Moon a annoncé de Washington son arrivée prochaine en Europe pour continuer sa «croisade contre satan et le communisme». La clique de Moon dirigée par l'«ancien» attaché militaire de l'ambassade de Corée du Sud à Washington, le lieutenant colonel Bo Hi Pak, sous couvert d'activité mystique, à la mode dans certains milieux de la petite bourgeoisie occidentale, s'occupe de défendre les intérêts de la dictature fasciste de Park Chung Hee, et de collecter des fonds. Mais surtout, son activité principale est la diffusion de l'idéologie fasciste, et l'organisation de la propagande contre-révolutionnaire. Il est certain que cette curieuse armée d'évangélistes recevra des masses populaires d'Europe, l'accueil qu'elle mérite.

● COMORES : Stirn, ministre des colonies a déclaré que l'île de Mayotte, annexée aux Comores par l'impérialisme français, n'avait pas le statut de DOM-TOM, mais un statut «particulier». Cette déclaration reflète les hésitations du gouvernement français dont la

politique coloniale a été condamnée par les pays africains et les peuples du monde. Mais l'impérialisme ne donnera satisfaction aux justes exigences du peuple des Comores qu'en abandonnant purement et simplement l'occupation de Mayotte.

DANS NOTRE COURRIER

TEMOIGNAGE D'UN OUVRIER DU BATIMENT

AURILLAC, LE 5-9-76

CAMARADES,

Suite à l'interview d'un ouvrier du bâtiment, délégué CFDT, parue dans le Quotidien du Peuple le 28 août, étant moi-même ouvrier-maçon, je vous fait parvenir un complément sur le bâtiment.

D'abord, bravo pour l'interview qui retrace bien les conditions de travail dans le bâtiment et les travaux publics. Mais je voudrais apporter quelques compléments en insistant tout d'abord particulièrement sur la responsabilité des patrons à propos des «accidents» du travail.

Quatre morts par jour : autant d'assassinats causés par la volonté des patrons de s'engraisser toujours plus sur notre dos.

Il y a bien des règles de sécurité, mais je n'ai jamais vu le patron ni les autres chefs nous en faire part lors de leurs visites.

De temps en temps, le patron passe sur le chantier pour se rendre compte de l'avancée des travaux, mais je ne l'ai jamais vu intervenir lorsqu'on se balade sur des échafaudages improvisés, faits de palettes et de madriers tous plus vrillés les uns que les autres et tout cela bien entendu faute de tréteaux, les tréteaux coûtent sans doute plus cher pour le patron que la vie de ses ouvriers. Il faut rappeler que la sécurité du travail interdit formellement ce genre de chose ainsi qu'elle oblige au port du casque,

casque que la boîte ne m'a remis qu'au bout de deux mois de chantier.

Les visites du patron, c'est pour encourager les équipes rapides à aller encore plus vite ou pour menacer les équipes plus lentes de licenciement.

Les gars qui vivent ces conditions de travail ont souvent envie que ça change, mais là encore le patron a plusieurs cordes à son violon pour empêcher la riposte.

Le principal obstacle, c'est la mobilité des ouvriers : on se retrouve le plus souvent à deux ou trois par équipe, le plus souvent isolés de nos camarades et, de plus les équipes changent souvent, ce qui fait que nous ne nous voyons pratiquement pas.

Souvent aussi, le patron s'arrange pour mettre deux ou trois équipes sur un même chantier et fait jouer le jeu de la compétitivité par l'intermédiaire du chef d'équipe en faisant toucher la prime au chef de la meilleure équipe, ce qui fait que nous, ouvriers, travaillons au rendement tout en étant payés à l'heure (pour un jeune OQ1 comme moi, 9,60 francs avec quarante cinq heures de travail par semaine), travail au rendement qui ne fait qu'accroître les risques d'accidents.

D'autre part, pour un chantier où travaillent en permanence une bonne centaine d'ouvriers de corps de métiers différents (maçons, charpentiers, plombiers, menuisiers, électriciens, etc...) il n'y a absolument aucun moyen pour donner les premiers soins en cas d'accident et la seule infrastructure concernant l'hygiène, c'est une baraque en planches pour se changer.

Des points qui sont l'objet de la révolte, il y en a encore bien d'autres et je crois que les douze pages

du journal ne suffiraient pas pour en parler, alors je vais m'arrêter là, tout en vous promettant de vous écrire encore à propos de ce que peut être la vie sur les chantiers capitalistes.

Salutations communistes

Un jeune ouvrier
du bâtiment d'Aurillac

«INDIGNÉ PAR L'ÉCOUTE DE NOS RADIOS POUBELLES...»

«Je vous envoie ce mot, car indigné par l'écoute de nos radios poubelles, je n'ai pas aimé l'article du Quotidien du Peuple 251 intitulé «A travers la presse» et qui ressemblait plus à un froid communiqué analytique plutôt qu'au cri de haine qu'il aurait dû être.

Cloué au lit, par la fièvre, j'ai appris pratiquement tout de suite, jeudi, la triste nouvelle et j'ai suivi les informations toute la journée à la radio et à la télévision.

On aurait pu y penser, mais avait-on imaginé qu'ils iraient aussi loin ? Les salauds, ils étaient contents de la nouvelle et s'en sont donnés à cœur joie, tous les moyens d'information de notre pays.

Avez-vous entendu, toutes les saloperies qui ont été déversées. J'ai entendu Peyreffitte dire que Mao Tsé Toung avait bien réussi sa sortie, ni trop tôt, ni trop tard, ce profil d'aigle a ajouté que Mao s'était fait demi-dieu lui-même, car seules les masses chinoises ignares pouvaient suivre un dieu, j'ai entendu Mitterrand le marchand de soupe dire qu'il avait été le premier bien entendu, etc... et le tout dans du miel.

Et tous bien entendu, disant en vitesse qu'on mangeait à sa faim en Chine, ont posé la question : quelles manigances, quelles luttes intestines va-t-il y avoir, qui sera le prochain ? Ça, ça les inquiète, pauvres types, habitués qu'ils sont tous à s'arracher des postes, des sinécures, des têtes d'affiches, des médailles. (...)

Vous les attendrez longtemps, vos normalisations, vos démaoïisations, vos stabilisations, (...) vous serez déçus et pendant longtemps encore, pendant très longtemps.

Les plus gonflés d'entre eux, ce matin essayaient déjà d'effacer même l'éloge qu'ils avaient dû faire la veille, et Mougeotte d'Europe 1, de dire «n'oublions quand même pas que c'est un régime totalitaire, que les libertés individuelles n'existent pas, etc...» Il y a des coups de talons qui se perdent (...).

(...) Han Suyin était là. Ils ont bien essayé de lui faire dire ce qu'ils voulaient, mais ils n'y sont pas arrivés. A la radio et à la télévision, émouvante, elle a déjoué les pièges de ces réactionnaires et de leurs luttes intestines. Elle a défendu le peuple chinois et son grand leader et elle nous a montré le chemin (...).

Je dois dire, nous devons dire, je crois, aux speakers de la bourgeoisie étonnés de la tristesse profonde du peuple chinois, qu'il n'est pas le seul à pleurer depuis ce jeudi matin.

Quant à Marchais le clown, ah, il nous a fait un beau communiqué, il n'y avait rien à redire, mais on a vu la réalité de son communiqué en écoutant son profil à TF1 jeudi soir, quand il déclara : «Je n'ai jamais eu de contacts avec la Résistance, il n'y en avait pas là où j'étais». Menteur !»

Camarades, recevez mon salut fraternel.
Daniel - Strasbourg

Ce qui attend les travailleurs des ardoisières à la rentrée

Cette année, la famille que nous avons interviewée est partie en vacances : les vacances qu'il fallait prendre dans les Pyrénées. La fille a eu des ennuis de santé résultant d'une erreur de diagnostic d'un médecin des ardoisières. Pendant plusieurs années, elle devra aller en cure dans une station climatique pour compléter sa guérison. Mais, la famille n'est pas prise en charge par la Sécurité Sociale des Mines. Ils estiment que le cas ne nécessitait pas pareil traitement et pourtant Marie-Claire est sous antibiotiques pour cinq ans.

En revenant de vacances, ils ont eu de très désagréables surprises. Tout d'abord, les augmentations (pas de salaires évidemment) - les impôts

locaux qui passent de 574 francs à 678 francs - l'eau qui augmente de 12 % - le ramonage de la cheminée 10 % en plus. A cela, il faut ajouter le charbon 516,20 francs, l'assurance de la voiture et la rentrée scolaire. C'est une catastrophe dit la mère de famille, tout a augmenté : les vêtements, les chaussures qui résistent de moins en moins longtemps. Cette année pour les trois gosses, nous avons acheté chaussures, pantalons, cartables, tabliers... Nous en avons jusqu'à présent pour mille deux cents francs et encore nous n'avons pas acheté les fournitures scolaires. L'an dernier, pour nous faire avaler la pilule, Giscard avait donné deux cent cinquante francs par gosse ; cette année, les

allocations familiales ne nous donnent que 138,90 francs par enfant. Tout augmente mais l'aumône des bourgeois ne fait que diminuer. Ajoutez à cela qu'à la rentrée, les patrons des ardoisières ont déclassé trois des nôtres. Ils comptaient sur le retour des vacances, sur nos difficultés financières pour que la répression se passe sans bruit. C'était compter sans la vigilance et la combativité des carriers qui ont débrayé à 100 % pour soutenir leurs camarades. La rentrée se présente mal pour les familles des ardoisières, mais le combat contre les manœuvres du gouvernement et du patronat ne fait que commencer !

Correspondant Angers

Communiqués Le cinéma «Le Canut»

32, rue R. Leynaud (1^{er}) à Lyon
programme, à l'occasion du troisième anniversaire de la chute de l'unité populaire au Chili, durant la semaine du mercredi 22 au mardi 28 septembre, le film, «LA SPIRALE»

Ce film sera projeté tous les soirs à 21 H. La séance du vendredi sera suivie d'un débat.

En octobre, seront programmés «L'Olivier», sur le problème palestinien, et «Comment Yu Kong déplaça les montagnes».



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRM
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

DE RETOUR D'UN VOYAGE EN CHINE

MICHELLE LOI TEMOIGNE . 2

Recueilli par Paule Saconnet

Michelle Loi, enseignante en chinois et traductrice de nombreux ouvrages est une grande amie de la Chine.

Après un premier voyage en 1971, elle avait écrit un livre « Intelligence au pouvoir ». Alors qu'elle revient d'un voyage de plusieurs mois, nous lui avons demandé son témoignage sur la révolution culturelle et sur la continuation de la révolution, en particulier dans les domaines de la littérature et de la culture sur lesquels elle a pu enquêter.

Ce qui s'est passé après 71, 72, juste au moment où j'y suis retournée, c'est qu'on a vu naître en Chine, des poètes qui étaient ce qu'on peut appeler maintenant des poètes des masses. Il y a un certain nombre d'années en 89, j'ai traduit un recueil paru chez Oswald qui s'appelait : « Les poètes du peuple ». On a vu au moment du Grand Bond en Avant, un grand nombre de poètes qui étaient enfin issus des rangs du peuple et qui écrivaient pour le peuple, étant eux-mêmes des membres du peuple.

APRÈS LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Après la Révolution Culturelle, c'est quelque chose de très différent parce qu'actuellement, les choses sont organisées partout pour que tout Chinois, quel qu'il soit, puisse participer à une équipe culturelle. Cela peut être la peinture, la littérature, la poésie, le théâtre, des équipes théoriques plus poussées parce que tout le monde fait de la théorie, et il y en a qui sont capables de pousser plus loin et qui entraînent les autres, ça peut être toutes sortes de choses comme ça. Ils y participent effectivement. Alors pour parler du poète Mao, c'est vrai qu'il n'a pas d'équivalent. Ne lui ressemble en Chine que des gens de son âge, qui ont écrit des poèmes de forme traditionnelle avec les rimes de cinq et de sept, la fameuse rime impaire des Chinois, mais ce n'est plus le poète typique de la Chine actuelle. Le poète typique de la Chine actuelle, c'est le paysan, l'ouvrier ou le soldat qui est membre d'une équipe populaire, et qui crée de lui-même, écrit avec l'aide des autres, lit pour les autres, corrige avec les autres, déclame, joue, module, met en scène pour les autres : c'est actuellement un aspect collectif dans les deux sens et ce sont ces poètes-là qui sont évidemment les plus nombreux, puisqu'ils sont les poètes des masses. Ils utilisent deux sortes de mots traditionnels, les mots traditionnels populaires, parce

que la plupart d'entre eux vivent à la campagne, ont des héritages oraux extrêmement importants, qu'ils peuvent d'autant mieux les utiliser que l'on commence à développer le Pin-gnin, c'est-à-dire la transcription avec l'alphabet latin, ce qui permet d'écrire même quand on ne sait pas les caractères, et ce qui permet à des vieux poètes de noter ce qu'ils n'avaient jamais pu noter jusqu'à présent. Donc, il y a tradition populaire, la tradition orale. (La transcription, c'est écrire, avec des caractères occidentaux, des lettres latines et transcrire le son du caractère chinois).

Quand de très jeunes enfants, ou des vieux qui n'avaient pas eu le temps d'acquiescer une grande culture étaient poètes, ils ne pouvaient être que des poètes oraux, puisqu'ils n'avaient pas moyen d'écrire ces choses-là, tandis que maintenant, avec la diffusion du Pin-gnin on peut écrire ces choses-là, donc on peut transmettre beaucoup mieux d'une province à l'autre et il y a, là-dessus, des expériences très intéressantes.

Ce sont donc des formes orales qui deviennent maintenant des formes écrites et qui peuvent être publiées par les journaux locaux et dans les recueils nationaux. Mais en plus, comme ces jeunes gens des équipes d'art et littérature sont des diplômés des lycées, des gens qui reviennent des facultés, qui vont y retourner, c'est-à-dire qu'il y a cette navette constante du manuel à l'intellectuel et qu'il y a toujours justement des intellectuels avec eux qui peuvent les aider à résoudre les problèmes techniques, on les voit commencer à utiliser des formes beaucoup plus fouillées, beaucoup plus savantes et qui rejoignent les formes traditionnelles.

UNE LANGUE PLUS FAMILIÈRE

Les formes employées actuellement, ne sont plus en langue classique, mais ont tendance au contraire, à être dans une langue plus familière ; par exemple, les deux derniers poè-

mes de Mao sont tout-à-fait familiers et sont très très beaux, parce que d'une part, il y a un aspect d'enthousiasme, d'énergie qui éclate, de lyrisme, mais en même temps un humour, un humour terrible. Cette langue-là, ce n'est pas la langue des poètes du huitième ou du onzième siècle, ce n'est pas vrai, ceux qui disent cela, tiennent vraiment à leur vieille thèse du poète en contradiction avec le révolutionnaire. Les formes classiques sont donc simplifiées.

— C'est ce qui s'est passé pour l'Opéra de Pékin, on a gardé certaines traditions avec une transformation du contenu.

— Oui mais maintenant, on va beaucoup plus loin, parce qu'on s'est aperçu que pour permettre aux équipes d'art et littérature de jouer les opéras, c'était encore très difficile pour la plupart des Chinois,



parce que tout le monde ne peut pas chanter l'Opéra. Alors on se met à écrire, sous forme de pièces parlées, de théâtre parlé, les opéras qui sont les plus aimés, par exemple « la montagne aux azalées », et l'on assiste actuellement à l'apparition de petites saynètes et même de pièces de théâtre qui n'existaient pas avant et qui sont beaucoup plus facilement jouées que les opéras, parce qu'évidemment les opéras demandent des spécialistes.

— Peux-tu donner quelques exemples ?

— Oui, il y en a un qui est tout récent : c'est une équipe d'art et littérature que j'ai visitée dans la banlieue de Pékin, tout à fait à l'improviste, parce que j'y étais allée pour

autre chose, et puis sur place, j'ai demandé par hasard, s'il y avait une équipe d'art et de littérature, il y en avait une. Là, il faut dire aussi que depuis que je suis rentrée de Chine, on me dit : « Est-ce que vous avez visité la grande équipe d'art et littérature dont on a parlé dans « Pékin Information » dans « Littérature Chinoise », dans la « Chine en construction », etc... qui est à tel ou tel endroit... » Et c'est vrai que ces équipes-là existent, mais il ne faut pas oublier qu'à côté des équipes modèles qui réunissent parfois la totalité d'un village, d'une usine, d'une commune, ou d'une université qui font que tous les paysans d'un village sont des poètes, il y a partout si modeste soit-elle, si réduite soit-elle, une équipe qui est au moins en germe. Et par conséquent, partout où l'on va, on peut toujours demander et on en trouve. Là où je suis allée, on m'a

écrits eux-mêmes.

L'un était contre Teng Siao Ping, un autre était à l'honneur du président Mao, mais le premier qui m'a été récité, concernait un fait de la veille : on avait amené l'eau dans un endroit de la campagne, où elle n'était jamais arrivée auparavant.

UN JEUNE PAYSAN QUI ÉCRIT DES POÈMES

— C'était un poème tout neuf ?

— Ils étaient tous neufs, mais celui-là était particulièrement, il avait été fait la nuit. Le garçon s'était levé dans la nuit pour écrire son poème, il l'avait lu le matin à ses camarades, et comme les camarades avaient jugé

ce qui m'a fait beaucoup plaisir. Quand je leur ai demandé comment l'idée d'écrire leur était venue, ils m'ont dit que le secrétaire du Parti était lui-même un amateur de poésie et qu'il pensait que ces camarades de la commune devaient conquérir leur place dans le domaine de la poésie de la même façon qu'une paysanne-peintre du Hunan m'avait dit qu'elle avait commencé à peindre car il fallait qu'elle conquiert la dictature dans le domaine de la peinture, car il fallait la direction de la classe ouvrière dans le domaine littéraire. Ce jeune secrétaire a entraîné derrière lui un certain nombre de jeunes.

Ça a été d'autant plus facile dans ce village, qu'il y avait un certain nombre de jeunes diplômés, c'est-à-dire des garçons et des filles qui ont le niveau du secondaire, et parmi les jeunes poètes qui m'ont récité les vers, il y en avait trois qui étaient de jeunes diplômés, il y en avait un qui était un jeune paysan qui n'avait jamais quitté son village : il écrivait aussi bien que les autres.

— Il y a vraiment un « brassage collectif » ?

— Il y a un brassage et il y a une activité collective, mais en même temps on laisse l'esprit d'initiative. Je lui ai demandé pourquoi il avait écrit ce poème plutôt qu'un autre. Il m'a répondu que le soir, quand ils avaient fini le travail et vu arriver l'eau dans le nouveau conduit, il avait été ému - c'était le paysan, il avait toujours vécu là - il se rappelait le temps encore pas très lointain où il n'y avait pas d'eau dans son village et il a été tellement bouleversé de voir arriver cette eau que son poème était une suite de strophes pour raconter le bonheur de voir l'eau.

Akeh, (ci-dessous) ancienne esclave est aujourd'hui artiste peintre. Elle a réalisé une série de gravures sur bois. Les esclaves créent l'histoire. Ci-dessus, brisent les chaînes millénaires.



**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent, le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).
- ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal..... 300 F

Abonnement de soutien..... 500 F

Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :

- En une fois.....

- En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

feuilleton

325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

3^e épisode

Paul Morel surgit.

« Pas de bêtises, dit-il à Busard. Les deux premiers tours, tu restes dans le peloton, même si tu as l'impression que tes roues te poussent au cul... Sauf, bien sûr, si Lenoir s'échappe... »

— Il ne s'échappera pas avant le deuxième tour? demanda Busard.

— Tu le verras bien... Quand il s'échappera, tu colleras à sa roue, si tu le peux...

— Je pourrai.

— On verra... Accroche-toi, mène à sa demande et ne t'occupe pas du reste. T'as bien compris?

— Compris... Mais si Lenoir reste en rade?

— Ne t'inquiète pas.

— Il peut avoir un accident...

— Alors, si le cœur t'en dit et si tu n'as pas encore les jambes en coton, tente ta chance. » Paul Morel se tourna vers nous. Il a de grosses joues, mais pas aussi rouges que leurs rondeurs laissent imaginer qu'elles le furent; c'est qu'il passe souvent la nuit dans les bars de Lyon ou de Genève.

« La difficulté, me dit-il, c'est de leur faire comprendre la tactique... »

Il s'adressa à Marie-Jeanne.

« Le cerveau, voilà avec quoi on gagne les courses. Enfoncez bien ça dans le crâne de votre bon ami. »

Paul Morel virevolta vers ses autres coureurs. Au mot « bon ami », Marie-Jeanne avait rougi.

« Je vous remercie, me dit Busard, que Mlle Lemercier puisse suivre la course... »

Il se tourna vers Marie-Jeanne.

« Je me sens en pleine forme... Vous verrez... »
— Oh! dit Marie-Jeanne, ce n'est pas parce que vous êtes dans la course que je suis contente de la suivre.

— Vous n'êtes pas encourageante », dit-il.

Elle eut un petit rire.

« Allez donc, beau cœur, dit-elle.

— Tous sur la ligne de départ, cria Paul Morel.

— Bonne chance, dis-je à Busard. Je suis sûr que cela ira très bien.

— Foncez, dit Cordélia. Ne vous occupez pas de la tactique. On sera derrière vous. On vous encouragera. Vous allez voir comme je crie. »

Busard alla prendre son vélo et repassa devant nous. Marie-Jeanne parut avoir un remords.

« Bonne chance », dit-elle.

Il sortit sans répondre. Nous le suivîmes.

(à suivre)

THÉÂTRE

L'OPERA DE PEKIN AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Fin

QUE LE NOUVEAU ÉMERGE DE L'ANCIEN

D'autre part, il est bien évident que cette nouveauté du contenu et de l'élaboration débouche sur la nouveauté de la forme elle-même.

Prenant pour base la réalité quotidienne, chargé d'un riche contenu idéologique et politique, l'opéra de Pékin éclate dans son cadre traditionnel, rejetant nécessairement les formes d'art appropriées à décrire la somptuosité et la grâce des empereurs et des hauts dignitaires de l'ancienne Chine, ainsi que la musique languissante convenant aux sentiments des mandarins et des lettrés féodaux.

En revanche, toutes les techniques traditionnelles susceptibles de dépeindre les héros du peuple chinois ont été soigneusement reprises.

Par exemple, on a utilisé les chants impétueux, la variété musicale de l'opéra de Pékin pour permettre sur la scène l'expression des sentiments révolutionnaires des personnages. On a également eu recours à ce qu'il y a d'outré dans la technique de l'opéra de Pékin pour marquer plus fortement le contraste entre ces personnages. D'autre part, on y a intégré d'autres éléments artistiques, comme le ballet ou la musique moderne, ainsi que des danses d'origine régionale; dans un opéra comme « la montagne du Tigre prise d'assaut », furent transposés des exercices militaires pour montrer le détachement à ski et un combat corps à corps.

Ces transformations se manifestent également au niveau du décor qui reste stylisé, mais avec une dominante réaliste: des cabanes faites de rondins, de pauvres logements, des forêts, des

grues porteuses de lourds fardeaux; les costumes, eux aussi, se sont métamorphosés: plus de tenue somptueuse, rutilante de broderies et d'or, qui jointe à un maquillage intense, engonçait le personnage dans un rôle stéréotypé. Dans les nouveaux opéras de Pékin, l'humain reprend sa forme et son visage de tous les jours, les vêtements accentuent ce processus de réhumanisation: tenue de travail usagée, délavée chez les dockers du « port »; treillis militaire, bottes, houppelande de fourrure, cape blanche de camouflage pour les soldats de « la montagne du Tigre prise d'assaut ».

Les spectateurs se reconnaissent dans ces personnages vêtus comme eux, paysans, ouvriers comme eux, évoluant dans des décors familiers. Et l'adhésion active qu'ils donnent aux représen-

tations amène de fréquentes transformations de l'œuvre.

Dans la phase actuelle où se mène une lutte énergique contre les idées de Confucius, l'opéra de Pékin poursuit sa transformation, dans le sens prolétarien du « qui servir? » Une sorte de décentralisation culturelle s'effectue: lorsque tel opéra est joué en Mongolie ou au Tibet, le livret est adapté aux techniques régionales, ce qui permet de tisser des liens plus étroits entre l'œuvre et le public. D'une façon générale, les structures rigides du genre initial s'assouplissent de plus en plus, accueillant d'autres formes d'expression, des scènes parlées, des scènes comiques, des éléments de musique ou de ballet occidental et régional.

L'art joue ainsi de façon de plus en plus rigoureuse son rôle de reflet actif, de concentration des besoins, sentiments, pensées des masses. Ils s'intègrent de plus en plus étroitement au quotidien socio-économique de ces masses; et se comble peu à peu le fossé qui naguère rendait inaccessible pour un paysan ou un ouvrier, pour une femme travailleuse, le domaine de l'expression artistique. De plus en plus, en République populaire de Chine, des ouvriers, des paysans s'emparent de la plume et du pinceau pour s'exprimer eux-mêmes, sans intermédiaires, annonçant ainsi une transformation radicale des rapports art-masses, transformation que formulaient avec netteté Marx-Engels dans « l'idéologie allemande »: « Dans une société communiste, il n'y a pas de peintre, mais tout au plus des hommes qui, entre autres, font de la peinture ».

P. SACONNET
(extraits de Regards sur l'opéra, PUF)



Une scène de « Cha-kia-pang » opéra de Pékin à thème révolutionnaire contemporain.

Programme télé

Mardi 21 septembre

TF1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 45 - Restez donc avec nous... Emission de E. Ruggieri et C. Villers.
18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon. Emission pour les jeunes
18 h 40 - L'île aux enfants. Pour les jeunes
19 h 00 - Le village englouti. Feuilleton, 29^{ème} épisode
19 h 45 - Eh bien, raconte...
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Terre adélie
21 h 45 - Le sens de l'histoire
22 h 35 - Reflets de la danse
23 h 10 - JOURNAL
23 h 25 - Fin des émissions de TF 1

16 h 05 - Aujourd'hui magazine
18 h 30 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Chacun chez soi
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dossiers de l'écran. QB II (3^{ème} et dernière partie)
21 h 50 - Débat: Les bouchers en blouse blanche
23 h 30 - JOURNAL
23 h 45 - Fin des émissions de A 2

FR 3

A 2

13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Journal des sourds et malentendants
14 h 05 - Aujourd'hui madame. Emission d'Armand Jammot.
15 h 10 - Sur la piste du crime. Policier américain

18 h 45 - Le club d'Ulysse
19 h 05 - Caractères
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 Heures
20 h 30 - Retour au paradis. Western, policier, aventure
21 h 55 - JOURNAL
22 h 10 - Fin des émissions de FR 3

SEPTEMBRE EN ARGENTINE

VAGUE DE LUTTES DANS L'AUTOMOBILE

Quelques jours à peine avant le déclenchement des grèves dans l'automobile, le général Videla, président de la République, déclarait : «*Nous avons rétabli la discipline sociale comme climat indispensable pour les relations harmonieuses entre le Capital et le Travail...*» Une vague de luttes, sans précédent depuis l'instauration de la dictature le 24 mars dernier, est venue apporter un démenti cinglant à ces propos. Après les multiples formes de résistance de ces derniers mois, dont le sabotage dans les usines et le coulage des cadences, la grève de ce début septembre marque une étape importante, par son ampleur (plus de 10 000 grévistes) et son degré d'organisation.

CONTRE LE DÉCRET SUR LES SALAIRES

La grève a éclaté moins d'une semaine après que le ministre du travail, le général Horacio Tomas Liendo a décidé d'augmenter de 12% les salaires bloqués depuis le mois de mars. Cette augmentation a semblé une véritable insulte aux travailleurs, qui, dans l'automobile, gagnent à peu près 17500 pesos, soit environ 280 F par mois ! L'inflation se situe toujours aux alentours de 400% par an. Les travailleurs de chez Ford à Pacheco (Grand Buenos Aires) ont déclaré aux patrons qu'ils étaient obligés de ralentir les cadences parce qu'ils étaient affaiblis et ne mangeaient à midi qu'un plat de soupe et du pain. Le décret sur les salaires du 1^{er} septembre stipulait qu'il fallait «*éviter que des employeurs peu prévoyants ne cèdent à la facilité dans la solution de leurs problèmes immédiats, en octroyant à leur personnel des augmentations de salaires supérieures aux normes légales, en les transférant ensuite sur les prix, dans une attitude préjudiciable au reste de la communauté.*»

Les travailleurs de l'automobile ont riposté par la grève et aussi en utilisant le texte même du décret qui permet aux «*employeurs ayant une gestion financière saine de récompenser les travailleurs qui ont fait preuve de productivité et d'efficacité.*»

En réalité, ce dernier paragraphe était destiné à mettre fin au sabotage généralisé, pratiqué massivement dans l'industrie. Déjà au mois de juin, il était fréquent chez Peugeot que les moteurs explosent en fin de chaîne, que les carrosseries reçoivent des «*mollencontreux*» coups de marteau. Chez Fiat, au cours de la première quinzaine de septembre, les clefs de voitures étaient systématiquement perdues après la fermeture des portières. Dans d'autres indus-

tries, des câbles de haute tension avaient été sectionnés.

TOUTE L'AUTOMOBILE EN GREVE

Entre le 2 et le 15 septembre, l'ensemble des industries liées à l'automobile dans tout le pays s'est mis en grève : chez General Motors, dans le quartier de Barracas (2400 ouvriers), et dans l'unité de San Martin, les grévistes sont restés en permanence sur les lieux de travail. La grève a débuté le 2 septembre dans les usines Chrysler Fevre Argentina à Monte Chingolo et San Justo qui regroupent au total plus de 4000 ouvriers : ils se sont rendus devant les bâtiments administratifs, et le patron a été obligé de recevoir une délégation. Il y a eu des actions analogues chez Mercedes Benz et à la FIAT de Ferreyra, Cordoba (Materfer) et Caseros, où les ouvriers ont fait «*la grève des bras ballants*» devant les machines.

Ces grèves ont coïncidé avec la «*Journée de la Métallurgie*» à l'occasion de laquelle dans plusieurs usines, les ouvriers ont demandé que la journée soit payée deux fois.

EXTENSION DE LA LUTTE DANS D'AUTRES SECTEURS

Traditionnellement, les ouvriers de l'automobile représentent un des secteurs les plus combattifs et les mieux organisés. Cette fois, ils ont entraîné avec eux la métallurgie, qui travaille souvent en sous-traitance pour l'automobile. C'est le cas des 10 000 ouvriers de Cordoba qui font tourner les usines à 40 ou 50% de leurs capacités. La grève semble s'être étendue dans l'industrie pétrolière, en particulier aux Raffineries de la Plata contre l'insalubrité des conditions de travail.

QUELLES LEÇONS ? QUELLE RÉSISTANCE ?

Les grèves de cette première quinzaine de septembre ont une grande importance pour l'avenir du pays. Leur ampleur et la simultanéité des actions entreprises permettent de supposer l'existence d'une organisation clandestine solide, coordonnée qui a été capable de résister à la répression et aux obstacles de six mois de dictature. Une dictature qui s'est exercée principalement contre les activistes ouvriers par le biais de séquestrations, licenciements, assassinats et par une législation anti-grève très dure. A l'origine de ces mouvements se trouvent les coordinations de gremios en lucha (syndicats en lutte), qui drainent aussi des secteurs de base combattifs de la CGT, clandestins.

CONTRE LA LOI ANTI-GREVE

Les ouvriers ont affronté victorieusement la dernière loi (n° 21400) promulguée le 8 septembre dernier pour essayer de stopper le mouvement en cours. Le 15 septembre, aux dernières nouvelles, le mouvement continuait, par exemple à General Motors, après près de 15 jours de lutte. Ladite loi «*sanctionne la*



midation ou menace contre les employeurs, leurs biens, ou des tiers. La peine sera identique pour ceux qui incitent les travailleurs à prendre ces mesures de force, et elle sera de 3 à 10 ans pour ceux qui emploieront ces mesures à l'égard des employeurs, des travailleurs ou des associations professionnelles.»

C'est le texte de cette loi, assorti de l'ordre de reprendre le travail en se présentant avec une pièce d'identité que Ford Motor Argentina a envoyé à tous les ouvriers !

RECU DU GOUVERNEMENT

Dans la plupart des cas, les luttes ont continué après la promulgation du décret. Elles ont fait re-

contrôleurs («*interventor*») placés auprès des syndicats et a engagé les négociations directement avec les délégués des ouvriers : «*Un dialogue avec des interlocuteurs valables empêcherait l'apparition de conflits spontanés, sans coordination entre eux, comme ceux qui sont en train de se dérouler.*» (déclaration gouvernementale du 6 septembre).

- Dans plusieurs cas, des ouvriers licenciés pour leurs activités syndicales ont été réintégrés.

- Enfin, conséquence du rapport de force qui s'est créé sur le terrain, l'armée, qui est arrivée dans les usines dès les premiers mouvements, n'est pas intervenue systématiquement, à l'exception de la marine.

Il ressort de cela, que la bourgeoisie argentine liée à l'impérialisme US, qui essaie d'imposer sa loi à travers le gouvernement Videla, se trouve aujourd'hui dans une situation plus difficile qu'il y a 6 mois car elle a perdu l'espoir de résoudre rapidement ses problèmes, en premier lieu, ce qu'elle a baptisé la «*guerrilla industrielle*», c'est-à-dire les luttes ouvrières. Si elle n'a pas réussi jusqu'à présent, ce n'est pas faute d'avoir employé les grands moyens, car la répression a atteint une extension et une brutalité plus grandes encore. C'est qu'elle a en face d'elle une classe ouvrière organisée qui a l'expérience des dictatures antérieures et du travail clandestin. C'est cette résistance ouvrière qui est le nœud de la situation politique en Argentine aujourd'hui, et non des formes de lutte qui, à l'étape actuelle, ne peuvent être que marginales. Septembre en Argentine est un mois de luttes, septembre en Argentine porte avec lui de multiples promesses.

COMMUNIQUÉ S.O.S. Argentina

La répression antipopulaire en Argentine se fait de plus en plus barbare et systématique, frappant de façon aveugle tous les opposants au régime militaire.

La vie de nombreux camarades argentins, ou latino-américains réfugiés en Argentine, est aujourd'hui menacée : il faut dès à présent, les aider à quitter le pays, et faciliter leur accueil en France.

C'est pourquoi le CSLPA fait appel à la solidarité active de tous les progressistes et des organisations politiques françaises, pour financer les voyages d'Argentine en France (chaque billet coûte environ 3 000 F) et pour héberger et trouver un emploi aux camarades réfugiés.

Dans ce but, le CSLPA se propose de centraliser les aides de toute nature :

- dons pour le financement des voyages
- logements ou chambres disponibles
- possibilités d'emploi, tant à Paris qu'en province.

Nous vous demandons donc de nous faire parvenir l'aide financière, et tous les renseignements qui permettront d'assurer la venue et l'accueil des camarades argentins ou latino-américains dans les meilleures conditions.

Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin, soutenu par LCR, OC.GOP, OC.R.I., PCR, PSU, Politique Hebdo, Témoignage Chrétien.

94, rue Notre Dame des Champs - 75006 Paris (Chèques à l'ordre de M. Alain DANTOUÏ)

Hélène VARJAC

FORD MOTOR ARGENTINA S.A.

A SU PERSONAL JORNALIZADO

En dicha Ley se sanciona la concertación de medidas de acción directa, los paros, la interrupción o disminución del ritmo de trabajo, o su desempeño en condiciones que de cualquier manera pueda perjudicar a la producción.

Estos hechos se venirimen con prisión de uno a seis años, cuando el trabajador que participe emplee cualquier forma de violencia, coacción, intimidación o amenaza que afecte las personas, o a los bienes del empleador o de terceros; con igual pena a los que instiguen a adoptar las medidas de fuerza mencionadas, y con prisión de 3 a 10 años al que emplee cualquier forma de violencia, coacción, intimidación o amenaza sobre los trabajadores o empleadores, o sobre las asociaciones profesionales de trabajadores o empleadores con el fin de inducirlos a participar en medidas de fuerza.



FORD MOTOR ARGENTINA S. A.

Setiembre 9, 1976

Lettre de Ford à son personnel : texte de la loi contre les grévistes, promulguée la veille de la grève.

concertation de mesures d'action directe, les arrêts de travail, l'interruption ou la diminution du rythme de travail, ou le travail effectué dans des conditions qui peuvent nuire à la production. Ces faits seront réprimés par des peines de 1 à 6 ans de prison quand le travailleur qui y participe emploie une quelconque forme de violence, pression, inti-

culer le gouvernement sur plusieurs points :

- Dans les faits, la presse s'est faite largement l'écho de ces grèves malgré la censure imposée par le gouvernement.

- Le gouvernement a engagé les patrons à entamer immédiatement des négociations.

Il a reconnu l'inefficacité des structures mises en place, telles que les